

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

JSFS

Vie de la Société

Journal de la société statistique de Paris, tome 76 (1935), p. 133-144

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1935__76__133_0

© Société de statistique de Paris, 1935, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

III

BIBLIOGRAPHIES

Les Problèmes français du blé, par Jean SIROL, docteur en Droit. Un volume in-8, 472 pages, 9 annexes et 1 index bibliographique (197 auteurs et 313 ouvrages cités). — Librairie du *Recueil Sirey*, Paris, 1934. — 50 francs.

Dans le *Bulletin* de novembre de la Société de Statistique de Paris, M. F. Rivet a présenté un livre de M. Paul DE HÉVÉSY, étudiant : *Le problème mondial du blé*. M. Jean SIROL vient de publier un ouvrage dans lequel il étudie ce même problème, mais dans le cadre national : *Les problèmes français du blé*.

Les lecteurs du livre de M. de Hévésy trouveront un grand intérêt à l'étude du travail très personnel de M. Sirol. C'est, en effet, en grande partie par les documents originaux qu'il cite, un aperçu très complet des doctrines des chefs du mouvement agricole en France, et de leur aboutissement éventuel au point de vue national. Ces doctrines sont, dans une très large mesure, ignorées du grand public : M. Sirol témoigne d'un rare mérite en les groupant et en les exposant très objectivement. Du reste, lorsque ces doctrines sont en opposition fondamentale avec les idées des commerçants ou des consommateurs, cette opposition est brièvement indiquée.

Ensuite, après un essai très bref d'intégration du problème français du blé dans le problème agricole mondial, dans une conclusion qui serait à citer presque dans son entier, l'auteur résume les vues personnelles que lui ont inspirées ces études et, admettant qu'il n'y a pas de solutions pratiques ou rapides à la crise actuelle, il ne propose ni ne promet rien d'irréalisable.

Nous allons essayer de suivre brièvement cet exposé dans la forme même choisie par l'auteur, ce qui n'ira pas sans entraîner ensuite quelques critiques de notre part.

AVANT-PROPOS

Trois principaux points de vue sont exposés :

1° La crise générale, en France comme dans le monde, a sa source dans la crise agricole qui diminue le pouvoir d'achat des masses rurales. La crise agricole est avant tout la *crise du blé*, car c'est de la culture du blé que dépendent toutes les autres branches de la production agricole française;

2° L'auteur situe très loin le point de départ de la crise agricole; il en fixe les étapes par la réduction progressive des surfaces cultivées;

3° Enfin, page 17, constatant que les Ministres de l'Agriculture sont à peu près totalement dépourvus des informations et des documentations exactes qui leur permettraient d'user utilement d'autorité, l'auteur, en *écho fidèle*, propose de substituer aux Ministres les associations professionnelles « Organisations fortes, qui EXIGERAIENT CE A QUOI ELLE (l'agriculture) A DROIT ».

INTRODUCTION

Pour situer le problème, étude générale de la demande et de l'offre du blé.

La demande du blé. — Citons l'auteur :

Page 30. — « Le caractère dominant de la demande de blé est son peu d'élasticité. Elle varie dans d'étroites limites qui sont fixées par le pouvoir absorbant de la population. »

Puis il met en évidence la diminution de la consommation due à l'amélioration du « Standard of Life » et de la difficulté d'augmenter cette consommation.

Page 31. — « On peut bien tenter une extension du marché en faisant manger du pain à ceux qui mangent du riz ou d'autres céréales, mais, ce faisant, vous créez une crise de la céréale que vous détroniez, ce qui amènera les mêmes inconvénients, à un degré au-dessus. »

Page 45. — « Enfin, il n'est pas douteux que le jour où ces peuples auraient pris « la manie du pain », ils se mettraient eux-mêmes à produire le blé nécessaire à leur alimentation, non pas amélioration, mais aggravation dans la situation actuelle du marché. »

L'offre du blé. — L'auteur enregistre les erreurs répandues par les théories malthusiennes lancées au début du XIX^e siècle. La population augmentant par progression géométrique, et les subsistances par progression arithmétique, la famine semblait inévitable à brève échéance. Il indique par des exemples récents que cette idée a subsisté jusqu'en 1930 et il y voit la cause directe de la formation des excédents mondiaux.

Il étudie de 1914 à nos jours les variations de l'offre du blé dans le monde et la diversité des intérêts en jeu : en 1913, le blé valait à Chicago 18 francs-or, et 50 francs-or, en 1919. En 1928, le blé était cultivé dans le monde sur 15 millions d'hectares de plus qu'en 1913.

PREMIÈRE PARTIE

LES DONNÉES DU PROBLÈME

1° *La production.* — L'auteur étudie l'importance de la culture du blé en France en la comparant à la production mondiale d'une part et aux principales activités nationales d'autre part.

Puis, sous le titre « Condition de la culture », l'auteur passe en revue les questions de climat, d'assolement et d'engrais. Sous le titre « Modalité de la culture », il différencie les cultures intensives et extensives, et il cite les principales variétés de blé cultivées en France. Ce paragraphe très long traite de questions exclusivement techniques : les travaux sur lesquels il s'appuie datent un peu, les progrès de la sélection et de l'hybridation ont déjà beaucoup modifié cette liste de variétés.

Vient ensuite une étude géologique des principales régions de la France, où l'on cultive le blé.

L'auteur étudie les mouvements de la production : il accepte, non sans restriction, l'idée que la production peut être dirigée par les prix et que la culture est finalement susceptible d'adaptation.

Paragraphe très long sur les prix de revient : étude générale de tout ce qui a été tenté et qui démontre à quel point la comptabilité agricole est complexe et quels écarts existent entre les différentes appréciations des prix de revient du blé.

Pour conclure ce chapitre très intéressant, M. Sirol étudie les prix de vente : la baisse en France et dans le monde est telle que les producteurs ne couvrent plus leurs frais, malgré cela, ils *doivent* continuer à produire. Pour expliquer les bas prix, il énumère toutes les causes :

a) Extérieures à la culture, telles que les importations de céréales secondaires, ce qui prouve que la surproduction provient directement d'une « protection » déséquilibrée;

b) Internes à la culture, il admet que le producteur pourrait accepter la baisse de ses ventes si ses achats baissaient; de ceci, découle une longue critique de l'indiscipline des vendeurs et de l'exposé des griefs de ceux-ci contre la grosse meunerie.

2° *Le commerce.* — M. Sirol admet que l'agriculture est susceptible d'adaptation sur le plan agricole et non sur le plan commercial de sa profession. Il en dégage à nouveau les inconvénients de l'inorganisation et de l'anarchie que provoquent l'individualisme du paysan français.

Un premier chapitre étudie la vente du blé, comment se fait le passage du producteur aux industries de transformation à qui, où, quand et comment vend le producteur isolé. Cet isolement du producteur ne présentant que des inconvénients, l'auteur préconise la vente par le moyen de groupements de producteurs.

Un deuxième chapitre étudie les industries transformant le blé : Tout d'abord, *la meunerie* et son évolution (des vues très justes sur la naissance de la grande meunerie); exposé *très copieux* des motifs pour lesquels les agriculteurs ont la haine de l'admission temporaire; exposé très bref du point de vue commercial; conclusion épousant les points de vue des producteurs, puisque ne semblant pas admettre le mouvement d'affaire, donc le bénéfice national, d'un « passage » de marchandises.

Ensuite *la semoulerie*, puis *l'industrie des pâtes alimentaires*.

Un troisième chapitre nous parle des industries transformant la farine.

a) *La boulangerie.* — Longue étude sur le pain, sa préparation et son prix. Nous relevons, page 233, une réflexion très judicieuse : « La préparation même de la pâte, et non ses éléments composants, font souvent le facteur principal de la qualité du pain. »

b) *La biscuiterie et la pâtisserie.*

DEUXIÈME PARTIE

LES SOLUTIONS

1. — *Les éléments d'une politique constructive.*

L'auteur refuse d'admettre qu'on puisse tirer des leçons du passé : le pain, qui a été l'aliment par excellence, tend aujourd'hui à voir son importance diminuer du fait de la multiplication des autres produits alimentaires. L'auteur admet cependant que si la consommation diminue, il faut que la production du blé diminue : « La quasi-totalité des mesures gouvernementales ne sont que des palliatifs, c'est-à-dire des moyens qui permettent de parer à un inconvénient présent. » (P. 248.)

Bien que la production s'oriente nettement vers la surproduction, et la consommation vers la sous-consommation, l'auteur affirme que la culture du blé est essentielle en France parce qu'il n'y a aucune possibilité de lui substituer une autre culture permettant de faire vivre et travailler une partie aussi importante de la population

2. — *Les thèses en présence.* — Libre échange et protection.

Ce chapitre semble être la partie la plus discutable de l'ouvrage. L'auteur expose

à nouveau qu'il est impossible de laisser sans travail les 18 millions de paysans qui vivent de la culture du blé en France. Oubliant ses constatations antérieures qui lui avaient fait conclure que la crise du blé était avant tout le fait de la surproduction, constatant que malgré les barrières douanières et les contingentements, le blé a atteint le cours de 90 francs, il se demande ce qui serait advenu si le marché était resté « ouvert ».

Dans la partie de ce chapitre réservée à la critique du protectionnisme, M. Sirol expose pourquoi, le blé coûte plus cher à produire en France qu'au Canada : il attribue la différence à toutes les charges sociales écrasantes du producteur français.

Établissant un parallèle entre l'agriculture et l'industrie, M. Sirol montre leur interdépendance : il oublie de mentionner cependant qu'à l'abri d'une forte protection, le cultivateur, qui compte mal, cherchera toujours à surproduire et entraînera toujours au bout d'un certain temps l'annulation totale ou partielle de la barrière de protection.

3. — *Historique du système de défense du marché du blé.*

1^o De l'ancien régime à la crise de 1880 : l'auteur expose que les prix restèrent toujours sous la dépendance des quantités produites et que l'expérience a prouvé qu'il n'était pas possible de fixer arbitrairement le prix d'une marchandise en dehors du mouvement général des prix.

2^o De 1880 à 1921, l'auteur veut montrer que toute suppression du droit de douane a provoqué des entrées massives du blé étranger, la baisse sur les marchés français en même temps que la hausse sur les marchés étrangers.

Nous relevons, page 277, une erreur flagrante de chiffres : du 1^{er} août 1910 au 31 juillet 1911, la France n'a pas pu importer 247.031.506 quintaux : d'après les chiffres officiels, les importations de 1910 et 1911 se montent ensemble à environ 28 millions de quintaux.

3^o De 1921 à 1929. Période de réadaptation agricole et de mouvement de change. Pendant cette période, la très grosse récolte de 1929 a été le premier signe des énormes progrès effectués par notre agriculture nationale : l'auteur tire de ce fait la conclusion suivante : « Les droits de douane ne servent plus à rien lorsque la surproduction s'établit au sein même de ce dernier (marché national). »

4^o De 1929 à 1933. Pendant cette période, la grande idée de l'organisation nécessaire de l'agriculture française a fait son chemin, d'innombrables lois et décrets modifient peu à peu les conditions du marché des blés et encouragent la constitution des stocks qui rendent à l'heure actuelle si difficile la recherche d'une solution.

M. Sirol fait une excellente étude de la loi du 10 juillet 1933 et il en prévoit toutes les conséquences :

Page 300. — « Garantir un prix minimum aux producteurs, sans leur garantir un acheteur, est un véritable leurre. »

Page 301. — « Lorsque la production dépasse la consommation, le fait de fixer un prix minimum peut masquer la situation. Il ne la résout pas..... Notons tout de suite qu'étant donné l'intérêt tout au moins apparent pour le producteur de semer du blé, puisque son prix de vente est assuré, tandis que le prix des autres produits en l'est pas, il faut s'attendre à voir grossir le chiffre de la production. »

4. — *Les vraies solutions.* — Nous lisons qu'elles sont de deux ordres.

1^o *Nationales.* — Il faut rechercher des cultures de remplacement (fleurs, fruits légumes; articles de qualité) et une réduction du prix de revient, en faisant baisser les prix que paient les cultivateurs et en augmentant les rendements, en cherchant à réduire le coût du travail, en augmentant la consommation, en organisant le marché.

Ce dernier point, l'organisation du marché, est développé par l'auteur en 30 pages. C'est là qu'il étudie toute la question des groupements agricoles et des coopératives destinées à faciliter le financement et le stockage des récoltes.

Dans ce très long exposé, l'auteur reprend intégralement toutes les théories qui sont exposées par la presse et les publications agricoles. Il ne les prend heureusement pas toutes à son compte et il les détruit souvent lui-même.

Page 363. — « Si à l'aide des coopératives, on peut régulariser les cours, et en ce moment les relever de 40 francs par quintal....., l'opération nous paraît largement avantageuse. »

Personne ne nous dit comment les coopératives relèveront le prix de 40 francs.

Page 363. — « Le véritable danger du stockage, comme du report, résulte de ce que plusieurs années excédentaires peuvent se suivre. »

« S'il ne s'agit que d'empêcher les offres massives au lendemain de la récolte, ou en année excédentaire de retirer du marché les quelques millions de quintaux dont la consommation n'a pas besoin, le stockage atteint son but; mais si, par suite d'une surproduction, il aboutit à constituer un permanent excédent, le remède devient alors plus dangereux que le mal. »

Page 364. — « Le producteur de blé doit être protégé pour que sa production suive l'évolution : il ne faudrait pas, au contraire, que la protection le mette à l'écart de l'évolution et que le stockage y contribue. »

Une étude très heureuse et très simple du « bon de compensation » vient ensuite. M. Sirol signale cependant la très grande difficulté dans laquelle nous nous trouvons d'exporter sur quelque marché que ce soit.

Après une très brève étude de la question des blés Nord-Africains, nous abordons l'étude de l'Office du blé. Là encore, comme dans toutes les questions de doctrine pure, on sent que M. Sirol cherche à s'imprégner des idées de ceux qui sont partisans d'une telle solution, ce n'est qu'ensuite qu'il en fait la critique. Son exposé, très complet, est impossible à résumer.

2^o *Internationales*. — L'auteur semble avoir bien peu de confiance dans les solutions internationales. Pour étudier ce chapitre, nous ne pouvons faire mieux que des citations.

Page 384. — « La seule loi qui régit les rapports économiques entre nations comme entre individus, n'est pas une loi de solidarité, mais d'intérêts. » Limiter la production dans tous les pays du monde à un chiffre sensiblement équivalent à celui de la consommation. — (p. 391), « donnerait évidemment à craindre que l'on aboutisse dans de mauvaises années, à des récoltes dont le déficit serait d'autant plus important que le marché serait réglementé dans toutes les nations ».

Page 392. — « Ce qui fait la stabilité d'un marché, ce sont les multiples réactions, jointes en sens différent, des acheteurs et des vendeurs qui spéculent sur l'avenir. »

Page 402. — « Ce n'est que lorsque chaque producteur aura pris conscience de son intérêt qui dépasse le cadre de la nation qu'une action commune deviendra possible et sera efficace. »

CONCLUSIONS

Au terme de ce très long exposé, l'auteur s'excuse de ne pas proposer de façon plus précise une solution au problème du blé. D'après lui, en effet, la solution est « beaucoup plus d'ordre agronomique qu'économique » : faire dans chaque région ce qui convient le mieux à la terre, au plus bas prix possible, et ne laisser subsister le blé que là où son coût de production approche sensiblement du coût mondial en période normale.

Mais il admet que cette solution n'en est pas une : elle se détruit d'elle-même.

Page 404. — « Un seul homme peut, grâce aux machines et aux engrais que la science lui a donnés, produire et très rapidement de quoi en rassasier 50 ou 100 par exemple; c'est que, sous une forme ou sous une autre, nous touchons partout le même plafond : la surproduction. Tout le drame agricole est là. »

Page 408. — « Toute notre politique a consisté depuis 1930 à reporter sur l'année suivante les excédents de l'année en cours. Comme en fait, étant donné la diminution de la consommation, une récolte de 75.000.000 quintaux n'est plus actuellement une récolte déficitaire, et que toutes les récoltes ont depuis dépassé ce chiffre, on peut dire qu'on a préparé avec soin et méthode, la grande crise de surproduction dont nous jouissons actuellement. »

Page 410. — « Seule l'organisation professionnelle, quelque forme qu'elle prenne,

mais basée sur la volonté commune des intéressés et la compréhension de leurs intérêts communs, peut aboutir à une réduction des quantités offertes. »

NOS CRITIQUES

Dans son avant-propos, en faisant remonter à la « crise » du blé la crise générale française, M. Sirol oublie que depuis quelques années, le marché agricole français s'enferme de plus en plus dans des barrières extrêmement étroites : pour le *marché du blé*, on ne pratique plus que de l'économie fermée, de l'économie « verrouillée ». Il ne peut donc y avoir crise de prix que s'il y a surproduction : la surproduction du blé n'entraîne pas obligatoirement surproduction et crise de prix pour toutes les autres productions agricoles.

Du reste, au cours de son exposé, et surtout dans sa conclusion, M. Sirol admet cette idée.

Fixer les étapes de la crise agricole dans la réduction des surfaces cultivées, nous paraît un raisonnement bien sommaire. Pour l'admettre, parallèlement à la diminution des surfaces, il faudrait étudier les modifications de méthodes et l'accroissement des rendements, ainsi que les mouvements de la population (modification du nombre, variation des proportions de populations rurales et urbaines).

Dans la 2^e partie, en étudiant « les éléments d'une politique constructive », l'auteur déplore l'absence d'une culture autre que celle du blé permettant de faire vivre et travailler la même partie de la population. Nous ne comprenons pas la pensée de l'auteur, car il nous est possible d'affirmer que personne en France ne pense à *supprimer purement et simplement* la culture du blé : il ne s'est jamais agi, l'auteur le dit ailleurs lui-même, que d'une substitution partielle.

Du reste, personne ne réclame la suppression de la protection apportée à la culture du blé, seuls quelques rares économistes demandent une réduction de la protection actuelle, à peu près tous les autres sont d'accord pour demander un *ajustement* des différentes protections qui poussent à la production du blé et du sucre aux dépens de tous les autres articles.

Enfin, en critiquant le protectionisme, si M. Sirol attribue la différence qui existe entre les prix de revient du blé en France et dans certains pays gros producteurs à la différence des charges sociales, il oublie de dire que le blé coûtera toujours moins cher à produire sur les terres neuves des pays neufs que sur les terres usées des vieux pays européens : dans mille ans, il est possible que le Canada ou l'Argentine ne puissent plus produire à meilleur marché que la France.

Étudiant l'histoire du système de défense du marché du blé, entre 1880 et 1921, nous contestons l'idée de l'auteur sur les conséquences des suppressions ou diminutions de droits de douane : si parfois les droits de douane ont été supprimés pendant cette période c'est parce qu'il y avait trop peu de blé en France ; il est donc logique qu'il y soit entré des blés étrangers et que les prix français se soient ajustés sur le prix de ces blés étrangers, en même temps que cette ponction opérée sur le marché international faisait monter les prix.

Il est bon aussi de signaler que les annexes sont très mal présentées. Les unes manquent des explications indispensables, les autres donnent des indications statistiques trop anciennes, elles sont du reste accompagnées de cartes..... qui auraient dû être tirées en deux couleurs. Seules, les annexes VI, VII, VIII et IX présentent un intérêt réel pour le lecteur.

« Si quelque jour les nations s'assemblent à nouveau pour traiter la question du blé, nul doute que ce livre, si nourri de faits et d'observations, constituera, pour les Gouvernements, la documentation la plus précieuse en même temps qu'une excellente base de discussion, pour faire cesser enfin l'« inhumaine guerre du blé », écrivait M. Rivet, en terminant son étude du livre de M. de Hevesy : *Le problème mondial du blé*.

Sur le plan *national*, on ne peut mieux conclure l'étude de l'ouvrage de M. Sirol, *les problèmes français du blé*.

P. PROUST.



Statistique et applications, par Georges DARMOIS, professeur à la Faculté des Sciences de Paris, 1 vol. Collection Armand Colin. Section de Mathématiques.

Ce petit ouvrage a pour but de faire connaître la statistique, élément de culture générale et instrument de recherche scientifique.

Les principes et les méthodes sont présentés sans inutiles développements mathématiques, les applications ont été choisies de manière à faire parcourir l'essentiel d'un champ très étendu, où la statistique parvient à mettre de l'ordre dans les observations les plus diverses.

Les buts principaux sont la description des observations, la recherche des régularités statistiques et leur interprétation.

Il arrive qu'on doive se borner à la première tâche. Elle n'est pas inutile, quand on a pu donner une image claire des résultats. Une bonne description permet de dominer les ensembles et de poser mieux les problèmes.

Deux chapitres sont consacrés, de ce point de vue, à l'analyse démographique et aux indices de l'activité économique. Ces deux chapitres font ressortir l'importance des travaux que la Statistique générale de la France a consacrés à ces questions.

L'étude des régularités statistiques, dans le cas le plus simple, est illustrée par un chapitre sur les lois de Mendel, où s'observent des proportions à peu près constantes, fluctuantes aux ordres de grandeur qui conviennent. La théorie de ces régularités, dite théorie des chromosomes, explique avec simplicité la structure de ce qu'on peut appeler l'urne des fécondations.

Sur des exemples empruntés à des mesures de temps de réaction, on trouve, exposé le mécanisme de l'estimation des caractéristiques d'une répartition à une variable, de la précision qu'on peut obtenir, des conclusions et prévisions qu'on peut en tirer.

L'importante question des liaisons entre deux ou plusieurs variables, ou théorie de la corrélation, est développée longuement, avec des applications très diverses.

Signalons les corrélations découvertes par les biométriciens, et qui ont établi les premières l'hérédité chez l'homme, d'une façon à vrai dire toute différente des conceptions de Mendel ou plutôt du mendélisme, mais qui sont maintenant en parfait accord avec elles.

Un exposé est fait également des principes de la méthode par laquelle le grand psychologue Spearman explique les corrélations observées entre les diverses aptitudes mentales. Ces aptitudes seraient le résultat d'une aptitude générale, commune à celles qu'on a mesurées, et d'aptitudes particulières.

Cette théorie des deux facteurs est l'illustration la plus simple du rôle que peut jouer la statistique dans l'interprétation des corrélations.

Un chapitre est consacré aux corrélations de la statistique stellaire et à quelques résultats qui promettent de dégrossir l'aspect du monde des étoiles et des nébuleuses.

Enfin, la question difficile des corrélations entre grandeurs qui apparaissent dans le temps est étudiée et appliquée aux recherches de Hooker et R. A. Fisher sur les relations entre les récoltes et les conditions météorologiques.

L'ouvrage se termine par un chapitre sur l'utilisation des résultats statistiques pour la prévision.

On ne peut vraiment prévoir, dit l'auteur, qu'après avoir compris. Si une théorie existe, si elle est bonne, et si nous avons une information solide au départ, nous pouvons prévoir avec une probabilité qui peut aller très loin.

Mais si nous essayons de prolonger des descriptions, même assez longues, ou de

croire à la solidité de permanence statistiques non expliquées, il faut bien faire attention.

Tant qu'on n'a pas à peu près compris un phénomène, et disséqué dans une certaine mesure son mécanisme, il peut toujours nous jouer le tour désagréable de se passer dans des conditions différentes dont nous ne pouvons connaître les conséquences.

En matière économique, en particulier, les difficultés du prolongement sont très apparentes. La théorie n'est pas faite. Mais l'information a fait de sérieux progrès. On sait mieux décrire et les problèmes vont en se précisant. On peut encore perfectionner cette information, améliorer la qualité des mesures qui seront la base des progrès futurs. Si l'on doit construire quelque chose, ce ne peut être que sur de bonne statistique.

Les idées exprimées par notre savant collègue sont celles de tous les membres de la Société qui se joindront à moi pour le remercier d'avoir fait cet excellent travail.

A. BARRIOL.

* * *

Balance des paiements internationaux. 1933, 1 vol. 200 pages, édité par la Société des Nations, Genève.

Déséquilibre dû à la désorganisation du commerce multilatéral.

L'étude des mouvements internationaux de capitaux et des paiements effectués au titre d'intérêts, de dividendes ou de services rendus, s'est trouvée considérablement simplifiée du jour où, sur l'initiative de la Société des Nations, de nombreux pays ont commencé à établir des relevés de leur balance de paiements internationaux.

Ces relevés officiels, ainsi que d'autres provenant de sources privées dignes de foi, sont groupés et coordonnés par les soins du Service d'études économiques dans un ouvrage dont une nouvelle édition vient de paraître. On trouvera, dans ce volume, les comptes de 34 pays représentant 80 % du commerce mondial. Les sommes se rapportant à la dernière année pour laquelle des données ont été obtenues (dans la plupart des cas, 1933) sont présentées en regard de ceux relatifs aux années précédentes, de façon à faciliter l'étude de l'évolution du commerce international. Un chapitre récapitulatif comportant des tableaux synoptiques reproduisant les comptes des divers pays exprimés en dollars-or, ainsi que certaines catégories de transactions internationales (opérations de capitaux, paiements d'intérêts et de dividendes, dépenses des touristes et envois des émigrants), dégage les tendances récentes; en ce qui concerne les mouvements de capitaux, il va jusqu'au mois de septembre 1934.

Le volume en question contient également une masse imposante de données sur les conversions d'emprunts (intérieurs et étrangers) dans les divers pays, qu'a permis la baisse du taux d'intérêt. La réduction presque universelle du loyer des capitaux qui allège le fardeau des pays débiteurs, demeure toutefois le seul symptôme du retour à un équilibre du commerce international. La tendance à liquider les placements internationaux à long terme persiste et l'on n'émet presque plus d'emprunts nouveaux. Londres demeure bien un marché international de capitaux, mais le peu de capitaux nouveaux émis sur cette place, en dehors des emprunts intérieurs, sont destinés presque exclusivement à des pays appartenant à l'Empire britannique. Aux États-Unis, aux Pays-Bas et en Suisse, aucun emprunt étranger n'a été émis depuis 1933 jusqu'en octobre 1934. Le déséquilibre continu du commerce international se reflète dans le fléchissement continu de la moyenne des prix or des marchandises faisant l'objet des échanges internationaux et dans la baisse intermittente qui s'en-

suit dans le cours des monnaies papier. Cette baisse oblige les pays qui ont conservé l'étalon or à choisir entre la déflation des prix intérieurs avec toutes ses complications et le maintien d'un niveau de prix ne leur permettant pas de soutenir la concurrence.

La nature de ce déséquilibre est étudiée dans une étude où se trouve esquissé le système de transactions triangulaires et multilatérales ainsi que les changements récents qu'il a subis. Cette étude montre qu'avant la crise économique, le revenu tiré par le Royaume-Uni de ses placements à l'étranger lui revenait dans une large mesure sous forme de marchandises achetées aux États-Unis et aux pays européens qui, à leur tour, achetaient les matières premières et les denrées alimentaires dont ils avaient besoin aux pays dans lesquels les capitaux britanniques étaient placés. Des transactions triangulaires ou multilatérales du même genre s'accomplissent dans le cas d'un transfert de sommes dues à d'autres pays créanciers, par exemple les Pays-Bas. Elles sont aussi un élément essentiel du commerce extérieur de pays comme la France, l'Italie, la Suisse et l'Autriche qui, pour pouvoir acheter des matières premières aux pays d'outre-mer, comptent sur les dépenses de touristes venant d'autres pays d'Europe ou des États-Unis. Elles ont enfin une importance analogue pour le Japon, qui doit payer une partie des matières premières qu'il importe de certains pays au moyen de l'excédent de ses exportations dans d'autres pays.

Toutefois, les tendances actuelles de la politique commerciale ont rendu ce système extrêmement vulnérable. Toute rupture dans la chaîne des relations multilatérales réduit le montant transférable par le canal de ce commerce et, par conséquent, les prix des marchandises qui circulent le long de cette chaîne. Des détails sont donnés sur la manière dont ce mécanisme s'est disloqué au cours de ces dernières années. Les excédents restant aux États-Unis de leurs transactions avec l'Europe, par exemple, ont diminué alors qu'en même temps ce sont eux qui ont dû fournir les fonds exigés par les retraits de capitaux européens à court terme de la place de New-York. Ainsi ont diminué, de la manière la plus considérable les moyens dont on disposait, avant 1930, pour régler les achats de matières premières dans d'autres continents. La baisse consécutive de prix de la soie grège, et le boycottage chinois des marchandises japonaises transformèrent en déficit l'important excédent par lequel se soldait, pour le Japon, le commerce avec les États-Unis et la Chine; il en résulta une crise des transferts. Cette crise ne put être dénouée que par la dépréciation du yen qui favorisa les exportations japonaises dans une mesure telle que les intérêts d'autres pays en furent sérieusement lésés. Plusieurs pays européens, notamment l'Allemagne, ont été éliminés d'un commerce qui permettait auparavant le transfert d'Asie, d'Océanie et d'Amérique latine des sommes dues au Royaume-Uni.

La désorganisation du système du commerce plurilatéral, contribue beaucoup à expliquer la contradiction apparente que présente la coexistence d'une détresse financière et d'une offre abondante de marchandises. « Les forces productives du monde entier sont intactes ou plus puissantes, mais, en raison de la destruction partielle du système qui, autrefois, les mobilisait pour les employer au transfert des sommes dues aux pays producteurs ou à l'échange triangulaire de certains produits en contrepartie d'autres produits ou de services, de nombreux pays éprouvent des difficultés pour trouver les moyens d'acquérir les produits étrangers dont ils ont besoin et les marchés où il leur soit possible de vendre leurs propres produits à des prix rémunérateurs... Ce sont ces difficultés qui continuent à abaisser les prix des marchandises entrant dans le commerce extérieur (c'est-à-dire les prix exprimés en or, qui est la seule marchandise permettant d'effectuer des transferts monétaires dans tous les sens) en dépit des mesures prises par plusieurs pays importants pour ramener la hausse des prix. »

A. BARRIOL.

IV

LISTE DES OUVRAGES REÇUS A FIN JANVIER 1935

Nombre de fascicules		Mois	Années
—		—	—
1	Allemagne. — Konjunktur Statistische Korrespondenz.	Décembre	1934
1	Argentine. — Annuaire du commerce extérieur 1933.		1934
1	Boletín informativo	Août-Sept.	1934
2	Bulletin de la Bourse du Commerce	Nov.-Déc.	1934
1	Bulletin du Musée Social	Sept.-Oct.	1934
1	Le Commerce extérieur	Octobre	1934
1	Revue de Statistique municipale	Janvier à Mars	1934
1	Australie. — Bulletin statistical de New-South Wales.	Novembre	1934
1	Census Bulletin	N° 9	1933
1	Autriche. — Statistische Nachrichten	Décembre	1934
1	Belgique. — Le Mouvement communal	Janvier	1935
1	Revue du Travail	Novembre	1934
2	Brésil. — Bulletin de Statistique démographique et sanitaire	Novembre	1934
1	Bulletin du Ministère de l'Agriculture	Juin-Juillet	1934
2	Bulgarie. — Bulletin statistique	Avril-Juin	1934
1	Chine. — The Statistical Monthly	Novembre	1934
1	Espagne. — Résumé statistique du commerce extérieur.	Juillet	1934
1	Statistique du commerce extérieur en 1933.	Novembre	1934
1	Estonie. — Bulletin of the Institute of Economic Research		
1	Monatschrift » Eesti ». Statistika	Janvier	1935
1	Recueil de Statistique	N° 157	1933
1	États-Unis. — Economic review	Décembre	1934
1	Journal American Statistical Association	Décembre	1934
1	Journal Elisha Mitchell Scientific Society	Décembre	1934
1	Yale review	Décembre	1934
1	France. — Assurance (L') moderne	Décembre	1934
3	Assurances (La Semaine des)	Décembre	1934
1	Assurances (Le Moniteur des)	Décembre	1934
1	Assureur et l'Assuré (L')	Janvier	1934
1	Banque	Janvier	1935
1	Bulletin d'horticulture de France	Novembre	1934
1	Bulletin d'études et d'informations économiques	Oct.-Nov.	1934
1	Bulletin des relations franco-britanniques	Décembre	1934
4	Bulletin statistique du Comité des Forges	Nov.-Déc.	1934
1	Bulletin de la Ligue du Libre-Échange	Nov.-Déc.	1934
1	Bulletin de la Société industrielle du Nord	Novembre	1934
2	Chambres d'agriculture	Déc. 1934-Janv.	1935
1	Comptes rendus du Congrès des S. S., tenu à Paris en 1934 (Section des Sciences)		1934
1	Le Chef de comptabilité	Décembre	1934
1	Le Musée social	Décembre	1934
4	Le Moniteur des travaux publics	Déc. 1934-Janv.	1935
1	Mouvement de la population et état sanitaire des communes du département de la Seine'	3 ^e trimestre	1934
1	Rapport sur le Warrantage des produits agricoles en 1933		1934
1	Rapport sur les caisses régionales de crédit agricole mutuel en 1933		1934
1	Rapport sur le Caisse nationale de crédit agricole en 1933		1934
1	Revue d'économie sociale et rurale	Décembre	1934
1	Revue de documentation familiale, sociale,	Décembre	1934
1	Statistique des chemins de fer français en 1932		1934
1	Le Bulletin d'informations agricoles	Décembre	1934
1	Le Moniteur des Intérêts matériels	Déc. 1934-Janv.	1935
4	Le Rentier	Déc. 1934-Janv.	1935
	Journal des Travaux publics du bâtiment	Déc. 1934-Janv.	1935

Nombre de fascicules		Mois	Années
	La Revue économique et financière	Déc. 1934-Janv.	1935
	L'Éclair de l'Est	Déc. 1934-Janv.	1935
	Bulletin municipal de la Ville de Paris	Déc. 1934-Janv.	1935
	Cote Desfossés	Déc. 1934-Janv.	1935
	Cote de la Bourse et de la Banque	Déc. 1934-Janv.	1935
	Girard (Joseph). — Le Destin tragique et glorieux de l'antique Université de Wilno		1934
	Rosier (A.). — Du chômage intellectuel de l'encom- brement des professions libérales		1934
	Potut (G.). — Rapport sur la politique financière présenté au Congrès de Nantes du parti républ- radical		
3	Colonies françaises. — Bulletin de l'Agence économique des colonies autonomes	Mai-Juin-Août	1934
2	Bulletin économique de l'Indochine	Sept.-Oct.	1934
2	La Chronique coloniale	Décembre	1934
1	La Quinzaine coloniale	Décembre	1934
1	Statistique du commerce de l'Algérie (1933)		1934
3	Grande-Bretagne. — The Economist	Décembre	1934
1	Transactions of the Manchester Statistical Society. (1932-1933)		
1	Hongrie. — Commerce extérieur de la Hongrie en 1933. Revue de Statistique	Novembre	1934
1	Italie. — Bulletin de l'Institut de Statistique	Décembre	1934
2	Bulletin de Statistique municipale de Milan	Oct.-Nov.	1934
1	Compendio Statistico (1934)	V. VIII	1934
3	Journal des Économistes et Revue de Statistique. Simionov (A.). — Table de sélection et Table agrégée, possibilité de réduire la période de sélection par le choix d'un ajustement approprié des tables de mortalité dépendant de plusieurs facteurs de sélec- tion.	Sept. à Nov.	1934
2	Japon. — Economic review de l'Université de Kyoto. Bulletin de Statistique	Juillet	1934
1	Lettonie. — Bulletin de Statistique	Décembre	1934
2	Mexique. — Revue économique et statistique	Nov.-Déc.	1934
1	Norvège. — Bulletin du commerce extérieur	Novembre	1934
1	Bulletin de Statistique	Nov.-Déc.	1934
1	Recensement de 1 ^{er} décembre 1930		1934
1	Société d'Assurances (1933)		1934
1	Statistique de l'Instruction publique (1929-1932)		1934
1	Statistique industrielle en 1933		1934
1	Pays-Bas. — Revue de Statistique	Novembre	1934
1	Aspects généraux de la situation économique des Pays-Bas au cours du 3 ^e trimestre de 1934.		1934
1	Statistique médicale de la Marine en 1933.		1934
1	Pérou. — Bulletin de la Banque du Pérou	Novembre	1934
1	Pologne. — Commerce extérieur	Novembre	1934
2	Informations statistiques	Déc. 1934-Janv.	1935
1	Statistique des imprimés en 1933.		1934
1	Portugal. — Bulletin statistique du Portugal	Novembre	1934
2	Bulletin économique et statistique de Mozambique. Roumanie. — Bulletin de la Banque	Avril-Juin	1934
1	Roumanie. — Bulletin de la Banque	Novembre	1934
1	Suède. — Bulletin économique	Avril	1934
1	Rapport de la Dette publique de la Suède en 1933-1934		1934
1	Le Commerce extérieur en 1933		1934
1	Le Marché du travail	Novembre	1934
1	Suisse. — Bulletin de la Société de Banque suisse	Décembre	1934
1	Population suisse répartie par commune d'origine. U. R. R. S. — Bulletin statistique		1934
1	Tchécoslovaquie. — Aperçu du commerce extérieur	Novembre	1934
3	Commerce extérieur en 1932-1933.		1934
2	Recensement des exploitations agricoles en 1930		1933-1934
1	Statistique des impôts pour 1928		1932
2	Rapports sur les prix.		1934

Nombre
de
fascicules
—

Mois
—

Années
—

DOCUMENTS INTERNATIONAUX

1	Annuaire international de Législation agricole (1933).		1934
2	Bulletin des Archives d'économie mondiale de Ham- bourg	Novembre	1934
1	Bulletin de Statistique (S. d. N.)	Décembre	1934
3	L'Économiste européen	Déc. 1934-Janv.	1935
2	L'Est Européen Agricole	Octobre	1934
2	L'Europe de demain	Décembre	1934
1	Revue internationale de la Croix-Rouge	Décembre	1934
2	Revue internationale du Travail	Avril-Mai	1928
8	— —	Févr. à Déc.	1930
10	— —	Janv. à Déc.	1931
6	— —	Mars à Déc.	1932
11	— —	Janv. à Nov.	1933
12	— —	Janv. à Déc.	1934

Le Gérant : R. WALTHER.